

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 1^{er} JUIN 2015, à 20 heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Madame **CHAMBIOT-PONCET Soizick**, Adjointe - Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, Adjoints – Mmes **BREVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **VILLENEUVE Catherine**, conseillères municipales, Mrs **GIZARD Rémy**, de **LA PORTBARRE Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame **CASU Odile**, adjointe, (pouvoir à Mme **PERRIGAULT Chantal**), Madame **DUFAIX Marylène**, Adjointe, (pouvoir à Mme **MAZEAU Laurence**), Madame **LEPAIGNEUL Virginie**, conseillère municipale, (pouvoir à M. **VUILLAUME Michel**), Madame **THOMAS Huguette**, conseillère municipale (pouvoir à M. **SIGURET Jérôme**). Monsieur **DUVAL Yvonnick**, adjoint, (pouvoir à Mme **CHAMBIOT-PONCET Soizick**), Monsieur **COURDENT Stéphane**, conseiller municipal (pouvoir à Mme **LE SCORNET Sylvie**). Monsieur **VUILLAUME Michel**, conseiller municipal (pouvoir à M. **BERNARD René**). M. **JENOUVRIER Stéphane**, conseiller municipal.

Secrétaire de séance : Monsieur de **LA PORTBARRÉ Dominique**, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 4 Mai 2015 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité.

-
- *En prolongement des débats du conseil municipal du 4 mai 2015, Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, demande si l'association « Festy Village » a accepté d'organiser la fête de la musique en remplacement de l'équipe précédente. Monsieur le Maire indique que Monsieur Ravenaux, président de Festy Village, lui a fait savoir que cette organisation lui paraissait difficile à intégrer dans son planning actuel. Le travail préparatoire à une telle manifestation (recherche des groupes, du matériel...etc.) est particulièrement lourd et le délai est insuffisant pour la présente édition.*
 - *Monsieur le Maire indique que les nouveaux stands commandés par la commune seront livrés dans le courant de la semaine. Il précise qu'un règlement sera mis en place pour préciser les conditions de mise à disposition, à savoir : remise du matériel à une personne désignée par l'association, contre une caution équivalant au coût d'achat d'un chapiteau. Une démonstration relative au montage est par ailleurs prévue.*
 -

URBANISME

2015-062 - Plan Local d'Urbanisme – Bilan de la concertation et arrêt du projet de P.L.U.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a été menée, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente le projet de plan local d'urbanisme.

La délibération du conseil municipal arrêtant le projet de plan local d'urbanisme (P.L.U.) en cours d'élaboration ne peut être prise que lorsque le projet est non seulement défini, mais aussi concrétisé en termes techniques dans un dossier qui comporte l'ensemble des pièces réglementaires décrites aux articles R. 123-1 à R. 123-4, et dont le contenu est bien précisé.

Le plan local d'urbanisme, à ce stade de la procédure, est donc achevé techniquement, mais il reste à l'état de projet parce qu'il n'est pas opposable aux tiers et qu'il est encore susceptible de modifications liées à la consultation des services.

Arrêter le projet de plan local d'urbanisme représente une étape importante de la procédure, puisque c'est sur le présent document que non seulement sont donnés les avis des différents services, mais que pourra être saisie la commission de conciliation.

Pour mémoire, ces consultations concernent les services de l'Etat via la préfecture, ainsi que:

- l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;
- les communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- les présidents d'associations agréées qui ont fait la demande

Le délai prévu pour la réponse de ces différentes personnes est de trois mois, faute de quoi leur avis sera réputé favorable.

Par ailleurs, la délibération doit être l'occasion de tirer le bilan de la concertation. Monsieur Le Maire rappelle que les modalités de la concertation ont été les suivantes :

De manière générale, la concertation permet d'informer et d'associer les habitants en amont des décisions qui concernent leur cadre de vie, de mieux définir les objectifs d'aménagement au travers d'une démarche globale appuyée sur le débat public.

Par délibération du 10 septembre 2012, le Conseil municipal :

- a prescrit la révision du POS et l'élaboration du PLU,
- a défini les objectifs poursuivis par la commune,
- a défini les modalités de la concertation avec le public.

La concertation auprès de la population s'est mise en place :

- Un **registre d'observations** a été mis à disposition du public en mairie.
- Une **exposition permanente** s'est tenue à l'accueil de la mairie.

Des panneaux de concertation ont été mis en place et renouvelés régulièrement, afin de présenter de manière synthétique le parti pris d'aménagement du PLU :

- Un 1^{er} panneau a été remis au départ de l'étude afin d'expliquer ce qu'est un PLU, de présenter le calendrier et l'équipe travaillant sur le projet.
- Un 2^{ème} et 3^{ème} panneaux ont présenté le diagnostic environnemental et urbain.
- Un 4^{ème} et 5^{ème} panneaux ont présenté le projet environnemental et le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.
- Un 6^{ème} panneau a présenté le projet de plan de zonage.

Ces panneaux ont été intégrés dans la rubrique « PLU » sur le site de la commune depuis le 3 octobre 2012.

- Une **réunion publique** a été organisée à la salle des fêtes le jeudi 28 mai 2015, à 18h30.

Cette réunion a été annoncée :

- dans la presse locale (*Journal Ouest-France du 7 mai 2015*)
- sur le site internet de la commune
- sur les panneaux d'affichage lumineux du centre bourg du 5 au 28 mai 2015
- sur les panneaux d'affichage de la mairie du 5 au 28 mai 2015

La réunion, animée grâce à une vidéo projection, a permis de présenter à la population :

- la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme
- le diagnostic territorial de la commune
- le projet d'aménagement et de développement durable (*PADD*)
- la prise en compte de la loi Littoral
- la présentation du zonage et du règlement sous l'angle de :
 - *l'environnement et du patrimoine*
 - *l'habitat*
 - *l'économie*

A l'issue de la projection, le **débat** s'est installé et la municipalité et le bureau d'études ont pu répondre aux questions posées par l'assistance (*assemblée de 80 personnes*).

Les habitants de Saint- Méloir des Ondes pourront une nouvelle fois s'exprimer au moment de l'enquête publique, prévue en octobre/novembre 2015, où un commissaire enquêteur rapportera leurs différentes observations et où, en fonction de chaque cas, des modifications pourront être envisagées.

Le Conseil Municipal,

VU les articles L.123-19 du Code de l'urbanisme ;
VU les articles L.123-1 et R.123-18 du Code de l'Urbanisme ;
VU les articles L.123-9 et R.123-18 du Code de l'Urbanisme ;
VU l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme,
VU la délibération en date du 10 septembre 2012 prescrivant la révision du POS et l'élaboration d'un PLU, définissant les objectifs et fixant les modalités de la concertation ;
VU le projet de Plan Local d'Urbanisme dans l'ensemble de ses composantes,
VU le débat au sein du Conseil Municipal du 3 novembre 2014 sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable et la délibération le retraçant,
VU la réunion publique de présentation du projet de PLU le 28 mai 2015,
Considérant que le projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont :

26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

CONFIRME que la concertation relative au projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) s'est déroulée conformément aux modalités fixée par la délibération du 10 septembre 2012,

TIRE le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Maire :

Aucune observation de nature à remettre en cause les orientations n'a été relevée. Le bilan est considéré comme favorable et la procédure peut se poursuivre.

ARRETE le projet de Plan Local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme, le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté sera transmis pour avis aux personnes suivantes :

- à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;
- aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.

BATIMENTS

2015-063 – Résultats de la consultation pour le bâtiment Enfance/Jeunesse – Attribution des lots

Monsieur le Maire rappelle que l'ouverture des plis des 11 lots de construction du bâtiment enfance-jeunesse a été réalisée le 30 avril 2015, à 14h30, en présence de Monsieur Guillaume Bellé, maître d'œuvre de l'opération.

Après analyse, un classement des offres a été effectué et, conformément au règlement de la consultation, la commission des marchés, dans sa séance du 26 mai 2015, a décidé qu'une négociation pouvait s'engager avec les trois premiers de chaque lot.

Au terme de la procédure, la commission des marchés, dans sa séance du 1^{er} juin 2015, propose au conseil municipal d'attribuer les 11 lots de travaux comme suit :

N° LOT	DÉNOMINATION DU LOT	ENTREPRISE	Localisation	MONTANT HT	
LOT 1	<u>DEMOLITION VRD GROS ŒUVRE</u>				
option 1	<i>liaison chauffage en tranchée depuis chaufferie vers local informatique</i>	DUFROST	22830 Plouasne	50 700,00 €	sans option 1
LOT 2	<u>CHARPENTE</u>	DARRAS	35133 Romagné	18 696,20 €	avec option 1
option 1	<i>poutre support de cloison mobile</i>				
LOT 3	<u>COUVERTURE ARDOISES</u>	FOUILLEUL	50600 Saint Hilaire du Harcouët	17 126,28 €	
LOT 4	<u>MENUISERIES EXTERIEURES</u>	STAB	14460 Colombelles	14 872,00 €	avec option 1
option 1	<i>coffre de volets roulants en PVC bloc-baie</i>				
LOT 5	<u>MENUISERIES INTÉRIEURES</u>	AUGUIN	35580 Guichen	8 341,25 €	sans option 1
option 1	<i>cloison mobile dans la salle d'activités</i>				
LOT 6	<u>CLOISON SECHES / ISOLATION</u>	VEILLÉ	35500 Vitré	17 726,52 €	avec option 1
option 1	<i>fermeture porte Est du local informatique</i>				
LOT 7	<u>FAUX PLAFONDS</u>				
option 1	<i>baffles acoustiques</i>	SOQUET	22230 Merdrignac	4 298,50 €	avec options 1 et 2
option 2	<i>remplacement plafond salle informatique</i>				
LOT 8	<u>REVETEMENTS DE SOL</u>				
option 1	<i>protection mural PVC sur bas des murs dans la salle d'activités</i>	MIRIEL	22130 Languenan	14 148,49 €	avec options 1 et 3
option 2	<i>carrelage en remplacement PVC sur sanitaires et kitchenette</i>				
option 3	<i>remplacement sol PVC dans salle informatique</i>				
LOT 9	<u>PEINTURES</u>				
option 1	<i>peinture de sol et peinture de propreté murs dans le local de rangement</i>	TIRIAULT	35690 Acigné	5 609,80 €	avec options 1 et 2
option 2	<i>peinture sur toile de verre dans salle informatique</i>				
LOT 10	<u>ELECTRICITÉ</u>	ATCE	35400 Saint-Malo	15 007,61 €	
LOT 11	<u>PLOMBERIE/CHAUFFAGE/VENTILATION</u>				
option 1	<i>séparation des retours sur chaudière condensation</i>	LE HERICEY	50370 Brécé	80 030,68 €	avec options 1 et 2
option 2	<i>régulation avec pilotage et gestion à distance</i>				
			TOTAL GENERAL HT	<u>246 557,33 €</u> <i>soit 295 867,79 € TTC</i>	

Considérant les propositions de la commission de marchés à procédure adaptée,

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont les suivants :

26 Pour 0 Contre 0 Abstentions

Le Conseil Municipal

- **DÉCIDE** d'attribuer les 11 lots de travaux de construction du bâtiment enfance-jeunesse comme ci-dessus présenté,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés à intervenir.

Observations :

- Monsieur le Maire rappelle que la pose d'une cloison mobile dans la salle d'activités avait été prévue en option dans le lot 5 – menuiseries intérieures- . Ce souhait avait été émis en commission car il pouvait sembler pratique de cloisonner les espaces lors des ateliers d'animations enfance-jeunesse. Renseignements pris, les futurs utilisateurs, notamment le SIAJE, ont fait savoir que la surface était plus fonctionnelle d'un seul tenant. En conséquence, il n'a pas été proposé au conseil municipal de retenir l'option « cloison mobile ».
- Monsieur le Maire précise par ailleurs que les travaux du lot 11 – chauffage – devront être réalisés pour le 15 septembre 2015. Ce chantier s'effectuera donc principalement sur le mois de juillet, hors temps scolaire.
- Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, demande si un dispositif d'alarme est prévu pour ce bâtiment dans le cadre du marché. Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, répond que la collectivité étendra son actuel contrat de téléalarme à la nouvelle construction.
- En réponse à Monsieur Bouleuc, adjoint, Monsieur le Maire indique que le dispositif de pilotage et de gestion à distance de la chaufferie sera géré par le service technique, en coopération avec la société titulaire du contrat de maintenance.
- Monsieur Dominique de La Portbarré, conseiller municipal, demande si des entreprises méloriennes ont répondu à cette consultation. Monsieur le Maire indique la collectivité n'a enregistré aucune réponse mélorienne sur les 63 offres remises.
- Répondant à Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, Monsieur le Maire fait savoir qu'au moment des travaux, il conviendra que l'association des parents d'élèves vide le local de rangement mis à sa disposition.

VIE ASSOCIATIVE

2015.064 – Attributions de subventions à l'APEEP et à l'APAR MAPA

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe à la vie associative, rappelle que dans sa séance du 4 mai dernier, le Conseil municipal avait ajourné l'examen des demandes de subventions de l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Publique et de l'APAR MAPA, celles-ci ayant été remises avec retard.

Les dossiers présentés étant désormais complets, elle propose à l'assemblée de se prononcer sur le montant de subvention à attribuer à ces deux associations.

Entendu cet exposé et les propositions de la commission,

Après en avoir délibéré et après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

(Messieurs Sébastien Plihon et Jérôme Siguret, membres de l'association APEEP, ne prennent pas part au vote)

Le Conseil Municipal

- **DÉCIDE** d'attribuer une subvention de 300 euros à l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Publique (**APEEP**) au titre de l'année 2015,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à son mandatement.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal

- **DÉCIDE** d'attribuer une subvention de 220 euros à l'Association **APAR MAPA** au titre de l'année 2015 ,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à son mandatement.

Observation : Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, s'excuse d'avoir retourné le questionnaire de l'APEEP tardivement.

VOIRIE

2015.065 – Chantier d'insertion de la Baie / Conventionnement 2015 avec l'AREP

Monsieur René Labbé, adjoint, rappelle que lors de sa séance du 30 mars 2015, le conseil municipal avait ajourné ce dossier et demandé qu'un contact soit pris avec la direction de l'AREP pour estimer au plus juste la quantité de travail réalisable sur l'année.

Il rappelle à l'assemblée que l'objet de l'AREP (*Association Régionale d'Education Permanente*) est de permettre à des personnes de se réinsérer dans la vie active, et ce par le biais de chantiers d'insertion.

Il indique qu'à l'opposé de ce qui s'effectuait jusqu'à présent, il a été convenu que les jours de travail seraient comptabilisés à l'année civile et non plus sur deux exercices budgétaires distincts. Considérant que 14 jours de travail effectif ont déjà été réalisés en 2015, il propose que la convention soit passée pour 25 jours annuels.

Il précise que l'AREP, compte tenu de sa charge de travail, ne sera pas en mesure de mettre en place la signalétique des PDIPR avant l'été. Il aurait fallu pour cela que la confection des panneaux soit déjà réalisée et que la collectivité inscrive ce chantier au planning bien en amont.

Toutefois, l'association sera en mesure d'effectuer cette opération courant septembre.

Il expose les termes de la convention que l'AREP soumet à la collectivité pour l'année 2015. L'équipe mise à disposition compte 8 à 10 personnes et est facturée au prix de 450.00 €/jour de travail (*prestations de repas incluses*).

Il fait le point sur les missions qui ont été confiées l'année passée : *entretien de la Vallée Verte, du littoral, désherbage manuel de la voirie et des trottoirs, travaux divers...*

Il est proposé à l'assemblée de reconduire pour l'année 2015 la convention avec l'AREP pour le même type de travaux, en y incluant la mise en place de la signalétique des P.D.I.P.R.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de solliciter les services de l'AREP en 2015 dans les conditions suivantes, à savoir : 25 journées de travail au prix de 450.00 €/journée (prestations de repas incluses), soit un coût annuel de 11 250.00 €,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

2015.066 – Aménagement du carrefour des Portes Rouges- Cession à titre gratuit de voiries et chemins de desserte par le Département

Monsieur René Labbé, adjoint à la voirie, informe l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement du carrefour des Portes Rouges, le Département propose à la commune une cession à titre gratuit d'un certain nombre de voiries et de chemins de desserte cadastrés : section F n°554, 557, 559, 563, 565, 706, 710, 712, 714 et 717, pour une superficie totale de 3 856 m².

Il présente à l'assemblée la situation cadastrale des parcelles concernées et les conditions de cession proposées par le Département :

La cession est proposée à titre gratuit et serait passée par acte administratif rédigé par les services du Département. Les frais d'acte et de géomètre seraient intégralement à la charge du Département. Seuls les frais et taxes de publicité foncière seraient à la charge de l'acquéreur, soit pour un montant de 15.00 €

Section	N°	Nature	Lieu-dit	surface en m²
F	554	sol	La Clos de la Croix	185
F	557	sol	Le Clos de la Forge	838
F	559	sol	Les Grands Veaux	31
F	563	sol	La Pièce Raide	476
F	565	sol	Les Bregeons	238
F	706	sol	Domaine de La Pahorie	1020
F	710	sol	La Loirie	463
F	712	T1	La Loirie	358
F	714	terre	Le Clos de la forge	42
F	717	sol	Le Clos de la forge	205
Total surface en m²				3 856

Entendu cet exposé,

Considérant l'avis de la commission de voirie dans sa séance du 27 mai 2015,

Après en avoir délibéré et après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents,

- **ACCEPTE** d'acquérir auprès du Département les parcelles cadastrées : section F n°554, 557, 559, 563, 565, 706, 710, 712, 714, et 717 pour une superficie totale de 3 856 m²,
- **DIT** que cette cession s'effectuera à titre gratuit et sera passée par acte administratif rédigé par les services du Département,
- **DIT** que seuls les frais et taxes de publicité foncière, d'un montant de 15.00 €, seront à la charge de la commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette acquisition.

2015.067 – Exécution du programme de voirie 2015

Monsieur René Labbé, adjoint à la voirie, informe l'assemblée que la commission de voirie s'est réunie le 27 mai dernier afin de faire le point sur la programmation de voirie 2015.

Il énumère les réalisations de voirie achevées ou en cours et indique que le solde de crédits disponibles au 27/05/2015 s'établit à 70 897,68 euros TTC. Il précise qu'il s'agit là de crédits d'investissement et que parallèlement, beaucoup d'autres prestations de voirie (*curage, fauchage, point à temps...*) sont comptabilisées en section de fonctionnement.

Considérant le solde d'investissement, la commission de voirie propose de porter un effort particulier sur l'éclairage public et d'employer comme suit les crédits restants :

- . Extension « Rue de la Gare » (au niveau lotissement « Le Clos Guillou »)
- . Remplacement de mâts défectueux (15 candélabres sont à remplacer – coût unitaire 1500 € environ par mâts, soit une enveloppe de 22 500 €)
- . Déplacement du feu de la « Rue de la Main d'Argent » (3 701.10 € TTC)

Concernant la réfection de nouveaux tronçons de voirie, les membres de la commission proposent d'attendre le résultat des études de géomètre commandées avant toute réalisation.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, SE DÉCLARE FAVORABLE au projet de voirie mentionné ci-dessus.

Observation :

- Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, fait observer le mauvais état de la rue de la Main d'Argent suite aux travaux réalisés par Véolia. Monsieur le Maire indique que les travaux de remise en état incombent à la société Véolia, mais qu'un temps de stabilisation doit être respecté avant la mise en œuvre d'enrobés.

Village de LA COUDRE

Monsieur René Labbé, adjoint, informe l'assemblée que plusieurs habitants de La Coudre ont saisi la collectivité du problème de vitesse des véhicules dans la traversée du hameau.

Plusieurs pistes ont été explorées pour modérer ce phénomène, à savoir :

- la pose de ralentisseurs (*autrefois existants et retirés lors des travaux des Portes Rouges*) – *inconvenient car création de nuisances sonores pour les riverains*
- l'installation de panneaux d' « interdiction sauf riverains » - *problème de légalité car le « sauf riverains » n'existe pas au code de la route*
- l'organisation d'une impasse par la création d'une raquette de retournement en partie basse et une sortie sur la route départementale n° 76. *La sortie sur la route de Cancale semble particulièrement dangereuse*

Monsieur le Maire constate qu'aucune de ces trois options ne donne pleinement satisfaction et ajoute par ailleurs que les habitants du hameau de La Coudre demeurent divisés sur le sujet.

Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande si l'installation d'un feu de circulation ne serait pas une solution supplémentaire.

Monsieur le Maire indique également que des raccordements GRDF sont prévus dans ce secteur d'ici la fin de l'année et que dans l'intervalle, il est sûrement raisonnable de surseoir à tout aménagement par la collectivité.

Considérant l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **DIT** que les habitants de « la Coudre » seront consultés sur la nécessité de concevoir un aménagement de sécurité dans le hameau et sur la solution à mettre en œuvre.

Observations :

- *Monsieur René Labbé, Adjoint, fait savoir que sur les trois derniers exercices budgétaires, ce sont 839 038.97 euros d'investissement qui ont été consacrés à des travaux de voirie hors agglomération.*
- **LA VALLÉE VERTE** : *Monsieur le Maire indique que dans sa séance du 27 mai dernier, la commission de voirie a souhaité qu'une réflexion s'engage sur une mise en valeur de la Vallée Verte. Il rappelle qu'il s'agit d'un espace naturel, propriété du département, dont la gestion a été confiée à la commune. Monsieur René Labbé, adjoint, ajoute que la vallée a un statut de domaine public départemental et est inaliénable. Les membres du conseil municipal se déclarent favorable à l'ouverture d'une réflexion sur le sujet, de façon à ce que la Vallée Verte demeure un espace naturel maîtrisé.*
- *Monsieur Samuel Lesage demande si une information a été faite à destination des entreprises méloriennes sur les procédures d'achat et de travaux menées par la collectivité. Monsieur Dominique de La Portbarré, conseiller municipal, répond qu'une rubrique « achats publics » figurera dans le nouveau site de la commune en cours de conception.*

Informations

Conseil Municipal : prochaine réunion le lundi **15 juin 2015, à 19 heures.**

Séance close à 21 h 50